

Pour les profs, le tremplin du trop-plein

La colère du corps enseignant dépasse la seule réforme des retraites et traduit un malaise plus profond, ravivé par les sorties de Jean-Michel Blanquer.

Les emploient tous cette même expression – «*goutte d'eau*» –, comme s'ils s'étaient concertés avant. Pourtant, ils ne se connaissent pas et évoluent dans des vies très différentes : prof de philo dans un gros lycée de ville moyenne, instit et directrice d'école plutôt préservées en plein Paris, profs en banlieue défavorisée, prof de maths dans une prépa d'un grand lycée parisien... On a appelé des enseignants tous azimuts pour comprendre pourquoi la mobilisation avait été si forte dans la profession le 5 décembre. Ils étaient 70% de grévistes selon les syndicats, 45% selon les calculs du ministère.

Un nouvel appel à la grève a été lancé dans l'éducation pour mardi, les profs se passant le mot de diverses façons : les canaux syndicaux classiques, bien sûr, mais pas uniquement. Car dans ce mouvement de colère – et c'est un signe inquiétant pour le gouvernement –, l'impulsion vient d'abord de la base, en dehors des syndicats. Ce qui traduit un malaise profond qui dépasse la question des retraites. Le ministère de l'Éducation nationale le constate à ses dépens. «*Ce n'est pas compliqué à comprendre, s'enflamme Denis (1), prof à Epinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis). Cette histoire des retraites fédère parce qu'elle traduit un sentiment que l'on partage tous, quel que soit l'endroit où l'on enseigne : ce manque de considération pour notre métier. Cet épuisement professionnel, aussi. Cela fait des années qu'on le dit et que personne n'écoute.*» Il s'énerve en parlant, tant c'est une évidence pour lui. «*Il ne faut pas sortir de Saint-Cyr pour comprendre que de dire aux profs "vous n'avez rien compris", ça ne passe pas ! C'est la fois de trop.*»

Jean-Michel Blanquer a tenté de dé-

miner : «*C'est quand même dommage de se mettre en grève alors que la réforme aboutira à une augmentation des rémunérations*», déclarait-il dans une interview au *Parisien*, la veille du 5 décembre, reprochant aux syndicats de colporter de «*fausses informations*». Il a adressé deux courriers aux profs en moins d'un mois, où il leur répète que non, ils ne seront pas perdants avec le nouveau calcul de retraite vu que les salaires vont être revalorisés. Au contraire, insistent ses conseillers, «*l'idée est de profiter de cette réforme pour rendre le métier plus attractif*». Rien n'y fait. Son message semble inaudible.

«*Avec ce ministre, il y a un tel décalage entre ce qu'il dit et la réalité... Comment le croire aujourd'hui ?*» répétait pendant la manifestation de

jeudi Jean-Marie, instit dans le Nord-Est parisien. *Tant que je ne verrai pas le changement effectif sur ma fiche de paie, je n'y croirai pas. Ses promesses n'ont plus de valeur.* Une directrice d'école maternelle, à bout vendredi soir et très inquiète concernant l'organisation pratique de la semaine à venir, était encore plus fermée : «*Je n'y crois pas une seconde. Pour augmenter nos salaires de 30 euros par mois, c'est déjà compliqué. Alors là... S'il voulait vraiment qu'on n'y perde pas dans le nouveau calcul des retraites, il faudrait nous augmenter de plusieurs centaines d'euros par mois.*» Denis retourne la question : «*S'il comptait vraiment nous augmenter, pourquoi ne pas l'avoir fait avant ?*»

«ÇA NE MARCHE PLUS»

Les enseignants interrogés décrivent tous ce sentiment, de plus en plus prégnant au fil des années (avant même l'arrivée du ministre Blanquer), d'être pris pour des idiots. «*Nous, les profs, on est collectivement trop disciplinés. Du genre à ramasser les mégots et les canettes dans le cortège pour les jeter à la poubelle. Toujours à faire en sorte d'assurer le service public pour nos élèves, malgré tout. Mais au bout d'un moment, ça ne marche plus,*

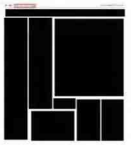
dit une autre directrice, elle aussi sous couvert d'anonymat. «*En 2003 [lors du mouvement contre la réforme des retraites, ndlr], vous auriez pu écrire mon nom. Aujourd'hui, ce n'est plus possible, on subit des pressions indirectes de notre hiérarchie pour qu'on se taise.*» C'est une «*brique*» venant s'ajouter aux autres, qui expliquent selon elle ce trop-plein qui déborde.

«*On n'a pas eu besoin de mettre de l'huile sur le feu. Le mouvement est parti tout seul*», dit Francette Popineau, cosecrétaire du Snuipp-FSU, le principal syndicat du primaire. Bien sûr, les centrales (Snes, Unsa, Snalc, SUD éducation, CGT) appellent à la grève mais «*nous ne faisons qu'accompagner la mobilisation qui s'organise à l'échelle locale*», poursuit Francette Popineau : «*La colère est très forte chez les collègues parce que beaucoup de choses s'accumu-*

lent.» Elle cite aussi ces «*injonctions*» en pagaille qui épuisent les enseignants au quotidien, la précarisation du métier. Et les conditions de travail difficiles, que le suicide de Christine Renon, cette directrice retrouvée morte dans son école de Pantin (Seine-Saint-Denis), est venu rappeler.

«TOUT AGRÉGER»

Le mouvement contre les retraites trouve du coffre dans cette colère sourde qui mûrit depuis des mois. Dans les lycées, la mise en place de la réforme et des nouveaux programmes, au pas de course, pèse aussi. Gilles (1), prof à Montauban (Tarn-et-Garonne) dans un bahut très mobilisé au printemps, raconte la dernière AG sur la réforme. Le débat a vite dévié. «*La question a été posée : fait-on grève seulement pour les retraites ? Non, c'est évident. Mais qu'importe. On s'est dit que cela restait cohérent de tout agréger. La réforme est venue se greffer, sans rien occulter du reste. Cela forme un gros paquet.*» A l'écouter, on comprend que ce conflit des retraites a relancé la dynamique de mobilisation. Et, d'un certain côté, lui redonne la pêche. Les listes de diffusion par



mails, qui se sont constituées l'an dernier dans les lycées, ont repris du service. Idem pour les groupes Facebook où les profs relaient les votes en AG et s'organisent. Sur les téléphones, les conversations WhatsApp affichent à nouveau des notifications à la pelle.

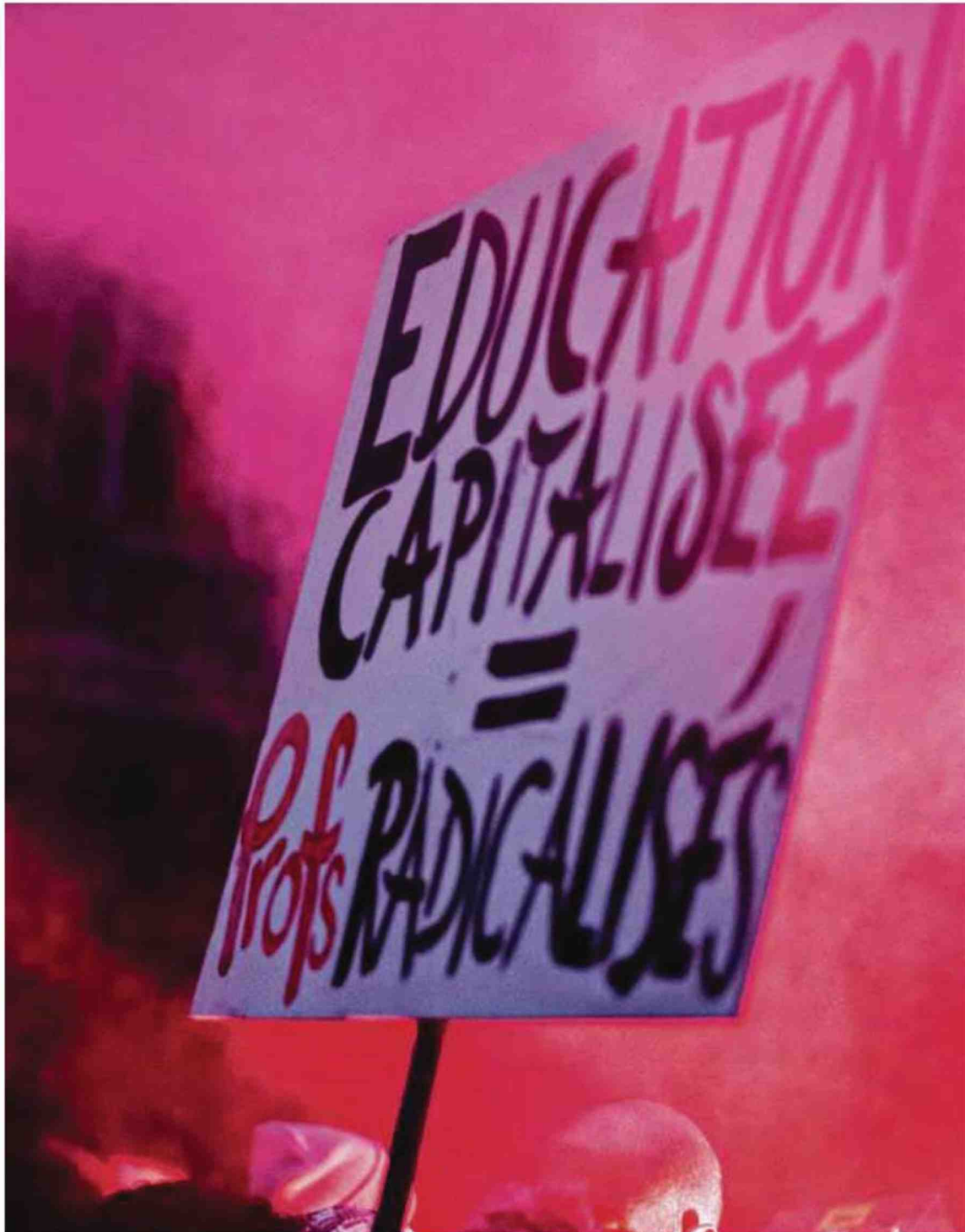
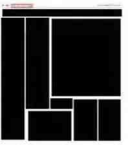
Sur ces réseaux parallèles, les plus actifs ne sont pas forcément syndiqués, ce qui fait changer les codes de mobilisation. *«C'est ce qui s'est passé au moment de la grève des notes du bac, raconte Grégoire (1), professeur en prépa dans un grand lycée parisien. L'initiative de retenir les copies a été lancée par des profs de philo à Toulouse et a traversé la France en quelques heures.»* Il ajoute : *«Il y a cette idée qui se diffuse chez les profs que pour obtenir quelque chose, il faut vraiment embêter. Que finalement, les gilets jaunes, c'est parce qu'ils sont vindicatifs et qu'ils perturbent qu'ils sont écoutés.»*

MARIE PIQUEMAL.

(1) Les prénoms ont été modifiés.



Cortège des enseignants, jeudi à Paris. PHOTO LUCILE BOIRON



Jéudi, ils étaient 70 % de profs à faire grève selon les syndicats, 45 % selon le ministère. LUCILE BOIRON